

"La crise des Européens" dans Die Welt (7 juin 1955)

Légende: Le 7 juin 1955, commentant les résultats de la conférence qui a réuni à Messine les ministres des Affaires étrangères des six pays membres de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), le quotidien allemand Die Welt s'interroge sur l'avenir et sur les contours du processus d'intégration européenne.

Source: Die Welt. Unabhängige Tageszeitung. Hrsg. Schulte, Heinrich ; R Herausgeber Zehres, Hans. 07.06.1955, Nr. 130; 10. Jg. Hamburg: Die Welt. "Krise der Europäer", auteur:Fried, Ferdinand , p. 2.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL: http://www.cvce.eu/obj/la_crise_des_europeens_dans_die_welt_7_juin_1955-fr-3b63acf4-efdc-45eb-8ef5-7dof1e9f6591.html



Date de dernière mise à jour: 06/07/2016

La crise des Européens

par Ferdinand Fried

De Messine à Paris

Union ou intégration?

Les idéalistes et les réalistes

C'est de Messine que devait partir le dernier grand assaut sur l'Europe. C'est presque symbolique puisque, il y a onze ans, c'est avec le débarquement en Sicile qu'a commencé l'assaut de la «forteresse de l'Europe». Mais l'idée de l'Europe, dont il s'agit ici, ne peut être prise d'assaut. «Nous devons nous résoudre à la ruse», ont pu penser, avec Méphistophélès, les ministres réunis à Messine, lorsqu'ils ont rédigé leur communiqué final, à la «ruse de l'idée», en quelque sorte.

Les événements autour de cette Europe ont pris une tournure quelque peu dramatique ces dernières semaines: après la ratification des traités de Paris, les Européens acharnés se sont rassemblés au Parlement de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) à Strasbourg et y ont déclenché de nouveaux tumultes. À Luxembourg, on est passé à l'offensive contre de nouvelles intégrations, et Jean Monnet a laissé entendre que, dans ces conditions, il serait à nouveau candidat à la présidence de la CECA. Mais il s'était déjà tellement empêtré dans la politique intérieure française que la candidature de René Mayer à sa succession ne pouvait plus être empêchée, pas même par Bonn d'ailleurs, qui a défendu jusqu'à la fin cette cause perdue.

*

Mais il semble que Bonn aussi ait emprunté des chemins tortueux. En effet, tandis que le secrétaire d'État Hallstein voulait encore garder le grand Européen Jean Monnet à Messine, le ministre fédéral de l'Économie, Erhard, parcourait le pays et déclarait dans de nombreux discours très explicites qu'il n'était plus question désormais de nouvelles intégrations partielles. Concrètement, nous avons ainsi adopté au sujet de l'Europe une position analogue à celle de la France et, dans une certaine mesure, de l'Italie, alors que les trois petits pays de la CECA, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg, sous la conduite habile et résolue du ministre néerlandais des Affaires étrangères Beyen, restaient fidèles, dans leur mémorandum, à la vieille idée de l'intégration de l'Europe, qui avait réussi à enflammer les esprits au temps du plan Schuman, mais qui, au pied de l'Etna, n'était plus qu'une étincelle qui luisait doucement sous le magma des réalités économiques.

Il y va donc de la construction future de l'Europe et, en la matière, les astucieuses idées hégéliennes passent d'un extrême à l'autre, de la thèse à l'antithèse, jusqu'à ce qu'elles trouvent un équilibre dans la synthèse. Après le morcellement invraisemblable de la vieille Europe en de nombreuses nations qui ont mené entre elles une lutte acharnée pour la suprématie, la récente catastrophe a fait germer l'idée contraire d'une Europe unie, d'une Union européenne, qu'une personnalité aussi remarquable que Churchill a soutenue dans son célèbre discours à Fulton, que le secrétaire d'État américain George Marshall a voulu imposer avec son plan Marshall et que Robert Schuman et Jean Monnet ont voulu concrétiser en partie avec la CECA.

*

Les pensées cohabitent facilement, mais les faits s'entrechoquent violemment dans la réalité. Ainsi, la belle idée d'une Europe unie s'est heurtée aux écueils des vieux ressentiments nationaux, puis a failli sombrer à Bruxelles devant la CED et avec la CED. Mais dès la création de la CECA, on avait imaginé le subterfuge européen de la construction progressive d'autres marchés communs autour de celui du charbon et de l'acier. L'Europe devait ainsi grandir autour du noyau magnétique formé par l'acier. Du charbon découlerait tout naturellement l'énergie, le secteur énergétique, et le secteur commun des transports suivrait nécessairement. Initialement, on avait également pensé à d'autres unions – on se souvient de «l'union verte» –, mais celles-ci

se sont fracassées sur les écueils de la dure réalité.

Mais l'idée fondamentale de construire l'Europe future à partir d'une série «d'intégrations partielles» a subsisté, avec l'arrière-pensée que d'autres intégrations verraient progressivement le jour, pour aboutir finalement à un marché européen totalement commun. Cependant, dans tous les pays participants, cette idée a suscité une résistance croissante, qui s'opposait non pas à la collaboration européenne en tant que telle, mais aux modalités de sa mise en œuvre.

*

Au fond, une mise au point linguistique permet déjà de clarifier la situation. On parle actuellement de plus en plus d'intégration et d'intégration partielle. Or, l'intégration signifie le rassemblement d'éléments distincts en un tout, dans une optique de complémentarité, par conséquent une intégration partielle est une contradiction en soi. Ce dont il s'agit ici, ce sont des unions comme la CECA, c'est-à-dire la réunion de secteurs économiques identiques de différents pays. On parle aussi d'unions spécialisées ou de concentrations horizontales.

Actuellement, la tendance vers de telles intégrations est indubitablement présente en Europe et elle s'impose en partie par la force naturelle des choses, tout simplement parce que le progrès technique a submergé le petit continent européen durant les dernières décennies et a fait tomber les cloisons nationales de l'ère prétechnique. Nous sommes donc les témoins de la puissance unificatrice de la technique, que l'Allemagne a déjà connue il y a cent ans, quand l'époque des diligences a touché à sa fin et que les chemins de fer et les routes ont fait de l'Allemagne une entité économique homogène. Aujourd'hui, ce sont les avions qui réduisent les distances et qui unifient l'Europe – mais c'est là seulement un symbole, car il y a évidemment autre chose encore!

*

Certains secteurs économiques en Europe se souderaient donc d'eux-mêmes, comme dans les années vingt, si l'on ne souffrait pas du complexe des cartels. On craint tellement la puissance économique de certains secteurs qu'on préférerait avoir affaire ici à une autorité supranationale, bien que l'expérience nous ait montré qu'une administration peut exploiter une position de force et en abuser tout aussi bien qu'un groupe économique. Cette inquiétude est une autre raison importante de l'opposition à de nouvelles unions spécialisées ou partielles en Europe. Ces unions font apparaître de nouvelles organisations et autorités «supranationales». Or, les différents États (à l'exception des petits pays) sont opposés au supranational, qui leur enlève de la souveraineté sans gagner en autorité, et les milieux économiques des différents pays sont contre toute entité administrative qui accapare l'autorité et favorise l'intervention. Ainsi, l'idée des unions partielles s'était en fait enlisée. À Messine, le comité des experts l'a quelque peu remise à flot, mais elle ne se lance plus dans des voyages au long cours, elle cabote prudemment le long de la côte des réalités.

*

Entre-temps, toutefois, l'idée d'une coopération européenne avait continué à prospérer à un tout autre niveau, notamment celui de l'Organisation européenne de coopération économique (OECE) à Paris. Dans ce cas, ce ne sont pas différents domaines spécialisés qui ont été unis horizontalement, mais certaines fonctions économiques ont été coordonnées pour tous les pays, par exemple la politique commerciale et la politique monétaire. Il s'agit donc d'une intégration fonctionnelle ou d'une véritable intégration naturelle, d'un développement commun et d'une complémentarité qui devraient déboucher sur un marché commun européen, aussi libre que possible, sans porter atteinte à la souveraineté des différents pays. Ce marché est également dépourvu d'autorités et d'interventions, et il est en outre beaucoup plus vaste, puisqu'il réunit tous les pays européens. Une intégration économique est d'autant plus accomplie que les économies qu'elle réunit sont plus nombreuses.

Mais ce n'est pas seulement sa taille plus grande qui rend l'intégration plus forte, c'est aussi la diversité, l'hétérogénéité plus grande de ses parties. Ce kaléidoscope est justement ce qui a toujours distingué l'Europe

et qui fait aujourd'hui encore le caractère de l'économie européenne. Dès lors, il n'est peut-être possible de former des «unions» que lorsque les marchandises sont uniformes, comme dans le cas du charbon et de l'acier, mais de telles unions ne débouchent pas sur une véritable intégration, ni sur la complémentarité des économies participantes. Il devrait donc être possible de garder la CECA en tant que noyau d'acier de l'Europe, tout en l'insérant dans l'intégration fonctionnelle croissante de l'Europe. Quant à savoir si l'énergie et les transports devraient s'y ajouter, c'est aux experts d'en juger.

*

Ainsi les deux idées finales concernant la construction économique européenne seraient, elles aussi, mises en concordance. L'une est idéale, voire utopique, l'autre est plus réaliste et plus lucide. Toutes deux partagent le même objectif: faire de l'Europe une entité économique. L'une veut l'organiser, l'autre veut la laisser se développer organiquement. Les idéalistes ont posé les jalons de leur programme à Messine, les réalistes se retrouvent cette semaine à Paris, et cette conférence des économies européennes sera pour eux la preuve par l'exemple, à un moment critique. Les deux idées sont dans un rapport de tension polaire, qui pourrait donner naissance à une réalité féconde. Et tant qu'il y aura de la tension en Europe, elle continuera à vivre.